

Stork, Joe, *Middle East Oil and the Energy Crisis*, New York :
Monthly Review Press, 1975, 326 p.

L. P. Singh

Volume 8, numéro 1, 1977

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/700764ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/700764ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Singh, L. P. (1977). Compte rendu de [Stork, Joe, *Middle East Oil and the Energy Crisis*, New York : Monthly Review Press, 1975, 326 p.] *Études internationales*, 8(1), 127–128. <https://doi.org/10.7202/700764ar>

une brillante et très intelligente réflexion sur l'histoire administrative *immédiate* de la France, qu'un véritable ouvrage de « prospective administrative », lequel reste encore à écrire.

Alain BACCIGALUPO

*Département de science politique,
Université Laval*

STORK, Joe, *Middle East Oil and the Energy Crisis*, New York : Monthly Review Press, 1975, 326p.

Ce volume nous offre un survol historique et une analyse du rôle du pétrole du Moyen-Orient dans la politique des États arabes, du système économique du monde capitaliste, du système politique international et du processus politique interne du monde occidental industrialisé. L'auteur, fondateur et éditeur du *Middle East Research and Information Project*, adopte une perspective gauchiste dans sa façon de traiter le sujet. Les derniers mots de sa conclusion l'indiquent clairement : « For those people of the world who do not want to be dependent on a system operated by and for the Yamanis and Rockefeller and shas and multi-national corporations, the alternative is to struggle for a world where resources are shared by the people who produce them and the people who need them - the workers and citizens of all regions who are played off against one another, now under the name of the energy crisis, for the benefit of a few. » (p. 288)

Cependant, cette optique de gauche de l'auteur ne l'incite pas à écrire un pamphlet de propagande ; ce livre est l'aboutissement d'une recherche sérieuse et sur place depuis plusieurs années. C'est une étude fort bien documentée et étayée de faits précis qui supportent les généralisations et les conclusions de l'auteur. En fait, il n'est point nécessaire d'adopter une pareille optique pour bien voir les faits que Stork s'efforce de nous faire voir. Les témoignages offerts

par les corporations trans-nationales au cours des *Congressional Hearings* aux États-Unis corroborent ce qu'en ont laissé savoir des perspectives des commentateurs de gauche.

À partir d'un survol historique de l'économie du Moyen-Orient et du pétrole à la période ottomane, Stork nous conduit jusqu'à l'emploi du pétrole comme arme économique de la part des États arabes dans leur lutte pour reconquérir les territoires perdus à Israël lors de la guerre de 1967, et à la crise de l'énergie dans le monde.

L'énumération des sujets traités dans ce volume donne une bonne idée du contenu : « Middle East Oil : The Beginnings, World War II and the Consolidation of the American Oils Interests in the Middle East » ; « The Bonanza Years : 1948-60 » ; « Oil Politics and the Economic Nationalism : The Background to OPEC » ; « Middle East Oil in the 1960s » ; « Monopoly at Home : Prelude to the Energy Crisis » ; « The Road to Teheran is Through Tripoli » ; « Controlling Oil Resources » ; « The Oil Weapon, and the Nature of the Crisis ».

Ayant à couvrir ce vaste éventail de sujets, Stork sait admirablement découvrir ce jeu d'interrelations des forces du monde capitaliste et de domination du système économique international. De façon convaincante il montre que les pays de l'OPEP n'ébranleront pas le système économique de l'Ouest capitaliste, étant eux-mêmes parties à ce système. Concernant la crise de l'énergie, Stork remarque que « la supposée crise de l'énergie aux États-Unis n'est rien moins qu'une tentative bien étudiée des compagnies pétrolières (désormais appelées *energy companies*) d'extorquer à la fois des prix et des profits plus élevés de la part du public consommateur à partir de toutes les ressources énergétiques et pétrolières, de façon à maintenir leurs marges de profit, ces marges étant auparavant fonction du contrôle intégral du pétrole brut au Moyen-Orient et ailleurs. » (p. 125)

L'auteur et l'éditeur méritent d'être félicités pour la parution d'un ouvrage qui ne peut qu'éclairer le lecteur, en général, et le spécialiste de ces questions, en particulier.

L. P. SINGH

*Département de science politique,
Concordia University, Montréal*

TIKHOMIROV, J. A., *Pouvoir et administration dans la société socialiste*, Paris, Éd. du C.N.R.S., 1973, 191p.

Il ne faut pas s'attendre à trouver dans l'ouvrage de Tikhomirov, préfacé par Pierre Lavigne, une présentation institutionnelle des administrations soviétiques. Il ne faut pas non plus y chercher les résultats d'une étude de sociologie administrative.

Tikhomirov est un juriste. Un spécialiste du droit administratif. Et l'ouvrage ressemble pour beaucoup, à nombre de travaux publiés, en France par exemple, avant la révolution « crozierienne ». La science administrative soviétique, même si elle n'ignore pas les travaux de l'école behavioriste américaine, reste cependant attachée à une vision étroitement légaliste de l'appareil de l'État.

En outre, Tikhomirov est un soviétique, et un communiste convaincu. À ce titre, il reste très étroitement lié par le dogme marxiste-léniniste. Tant et si bien que nombre d'explications sur le fonctionnement des rouages politiques et administratifs dans la société socialiste sont recherchées, non dans la réalité sociologique ou fonctionnelle, mais dans l'idéologie officielle ou les textes légaux. Ce qui ne confère pas, selon nous, à cet ouvrage, un aspect scientifique très poussé, au sens où peuvent l'entendre des chercheurs « bourgeois ».

Ces considérations de base établies, il convient toutefois d'indiquer que le travail de Tikhomirov offre l'avantage d'offrir des indications bibliographiques précieuses, dont

plusieurs en langue française. Il amorce aussi, il faut bien le dire, une réflexion sur les orientations actuelles de la science administrative en Urss et dans les pays d'Europe de l'Est. Il tente notamment de résoudre plusieurs problèmes de terminologie administrative propres à la société communiste. Par exemple : quelle différence doit-on faire entre « administration » et « gestion » dans une société où tout est public (p. 14) ? Comment distinguer le « pouvoir public » du « pouvoir administratif » (p. 22) etc. ?

L'auteur tente encore une ébauche de classification des administrations d'État en Urss, non dénuée de tout intérêt (p. 62-79).

Le lecteur, grâce au livre de Tikhomirov, verra comment les Soviétiques tendent, après avoir partagé une vision pour le moins « courtelinesque » de l'administration publique (p. 36-37), qui représente environ 10% de l'activité sociale, à réconcilier enfin administration et travail.

Plusieurs autres problèmes intéressants sont, en outre, soulevés dans cette brève étude. Par exemple : doit-on distinguer dans la société socialiste, administrateurs et administrés (p. 39) ? La réponse de Tikhomirov est d'ailleurs ambiguë. Oui, si l'on considère les tendances « professionnalistes » de l'administration et le recours par elle ou des formes de coercition telles que la réglementation, le respect de la discipline, les contraintes de toutes sortes imposées par l'administrateur aux administrés (p. 40). L'auteur semble bien d'ailleurs opter pour la thèse de la spécificité du travail administratif.

L'ouvrage examine enfin la question du contrôle de l'appareil administratif en Urss : contrôle exercé par les députés des soviets à tous les niveaux, contrôle par les commissions permanentes des soviets, contrôle effectué par les tribunaux et la *prokurata* (p. 140).

Cette dernière d'ailleurs, si elle bénéficie légalement d'une large vocation et si elle